



Les missions du Réseau Semences Paysannes

▲ Visite de blés dans le sud-est de la France. ©RSP

■ Les réglementations sont complexes sur les questions semencières, qui ne cessent d'entraver les droits des paysans notamment sur leur possibilité de conserver, ressemer, échanger et vendre les semences reproduites sur leur ferme. Alors que la perte de biodiversité cultivée est devenue une source d'alarme dans le monde entier, en France, le Réseau Semences Paysannes tente, par différents moyens, d'endiguer ce phénomène d'érosion et d'éviter que cette richesse ne finisse dans l'escarcelle de quelques puissantes firmes... Pour mieux saisir les enjeux entourant l'action du Réseau Semences Paysannes, nous avons questionné son coordinateur, Patrick de Kochko...

Propos recueillis par Nelly Pégeault

▼ Battage collectif de blé et d'orge paysans



©Pécamelle

« Du point de vue de la reconnaissance des semences paysannes sur les plans politique, juridique et scientifique, on peut dire que les choses ont avancé, même s'il reste beaucoup à faire »

Patrick de Kochko



N&P: Depuis 11 ans que le Réseau Semences Paysannes (RSP) existe, ses missions ont-elles bougé par rapport à ses objectifs initiaux ? Quelles étapes importantes depuis sa naissance ?

Patrick de Kochko: Avant la naissance du Réseau, le nom-même de semences paysannes n'existait pas. Plusieurs des paysans qui continuaient à les cultiver et sélectionner sur leurs fermes se sont même entendus dire, par des représentants de l'industrie : « Les semences paysannes, c'est quoi ? Ça n'existe pas ! » Donc, aujourd'hui on peut mesurer le chemin parcouru puisqu'on parle des semences paysannes ; le Réseau est reconnu à différents niveaux, il est invité dans les discussions, il contribue à faire bouger les lignes de la réglementation, il a un siège à la Fondation pour la recherche sur la Biodiversité et au Haut Conseil des Biotechnologies (HCB)... Du point de vue de la reconnaissance des semences paysannes sur les plans politique, juridique et scientifique, on peut dire que les choses ont avancé, même s'il reste beaucoup à faire.

N&P: À ce propos, si le public, voire les médias, semblent s'intéresser davantage aux questions soulevées par le brevetage du vivant, pour autant, cela a-t-il contribué à faire reculer l'emprise des multinationales sur les semences ?

PdK: Non, pas vraiment. On voit bien que la concentration est toujours en cours : il y a de moins en

moins de grosses multinationales qui contrôlent de plus en plus de semences. Elles ne perdent rien de leur puissance ! Et malgré l'hostilité générale populaire du brevet sur les gènes, on observe des dérives de plus en plus graves, avec par exemple les brevets sur les gènes natifs. Ce type de brevets déposés sur des caractères existants de plantes (caractères pourtant connus des praticiens, paysans ou jardiniers !) permet non seulement de protéger de nouvelles variétés industrielles, mais également de confisquer les ressources génétiques que nous appelons, nous, les semences paysannes.

N&P: Est-ce ce qui motive le Réseau Semences Paysannes à s'opposer si clairement aux Traités de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis (TAFTA) ou le Canada (CETA) ?

PdK: Oui, oui... On voit bien que dans ces pays-là le libre marché a permis d'ouvrir des boulevards aux brevets, et qu'il n'y a plus que des plantes brevetées dans leurs champs : en maïs, en soja ils atteignent des taux de plus de 90% de semences OGM ! On peut donc s'inquiéter de la signature de ce genre d'accords qui mettront les Etats sous la coupe des multinationales, notamment à travers la mise en place de tribunaux privés. Lesquels pourront être saisis directement par les firmes pour entrave à la concurrence envers des Etats qui refuseraient d'autoriser un OGM ou une plante brevetée même si c'est

pour préserver leurs cultures ou leurs agrosystèmes traditionnels.

Dans le domaine des semences, on le voit bien venir, ce genre de traité de libre-échange pourrait avoir des conséquences dramatiques pour les citoyens.

N&P: *Face à cela, quels outils le Réseau a-t-il favorisé pour promouvoir les semences paysannes et permettre leur dissémination ?*

PdK: Les outils, c'est d'abord la pratique et l'existence des semences paysannes dans les champs et les jardins. L'essentiel, c'est de pratiquer quoiqu'il arrive et quel que soit le contexte politique et réglementaire ! L'un de nos gros axes de travail est la mise en réseau des initiatives, l'organisation de rencontres à tous les niveaux, local, régional, national et international, pour non seulement échanger des semences mais aussi partager les savoir-faire associés, également en participant à des programmes de recherche. Ça, c'est ce qui nous permet d'exister concrètement sur le terrain. À côté il y a tout le travail juridique approfondi qui a permis de détecter les espaces restants, de les défendre, d'essayer de les élargir, d'organiser des plaidoyers avec des partenaires, des membres du Réseau et en dehors. Aujourd'hui le RSP c'est environ 80 organisations. Au passage on peut dire que Nature & Progrès, qui en est l'un des membres fondateurs, contribue à tout ce travail depuis la première heure.

N&P: *Avec Biocoop, j'ai lu que vous envisagiez de mettre en place un partenariat permettant d'ouvrir les portes des magasins aux fruits et légumes issus des semences paysannes ?*

PdK: Nous partons du constat que depuis longtemps, en matière de légumes, 95% de ceux qui sont distribués dans les boutiques via les plateformes Biocoop, proviennent d'hybrides F1, des semences industrielles difficilement reproductibles. Le recours aux F1 oblige les paysans à racheter tous les ans leurs semences à l'industrie, alors même que la Bio a davantage besoin de semences adaptables que de semences normées, homogènes et stables... La législation a contribué à enfermer les semences paysannes, engendrant une limitation de l'offre et mettant fin à des pratiques paysannes de

sélection. Nous travaillons donc avec Biocoop pour mettre en place un prélèvement sur la «marge distributeur» pour créer un flux financier destiné à la sélection paysanne de semences de légumes.

Ce dialogue ouvert avec Biocoop nous a aussi permis d'ouvrir leur circuit de distribution à des légumes moins homogènes et de demander l'affichage des méthodes de sélection pour endiguer la vente de fausses *Cœur-de-bœuf* ou de fausses variétés anciennes.

Le RSP est conscient de ce besoin de sélection : certains de ses groupes y travaillent déjà qui sont en mesure d'offrir par exemple du *Chou de Lorient*, de l'*Oignon rosé de Roscoff* ou récemment de la *Carotte Violette de la Loire*, une carotte issue de plusieurs années de sélection paysanne. Avant que ces variétés ne puissent revenir en nombre dans le commerce, un gros travail de sélection est à faire en amont – qui nécessite du temps, de l'assistance, des outils...

N&P: *Y a-t-il d'autres priorités sur lesquelles le RSP doit se focaliser ?*

PdK: il faut d'abord maintenir et renforcer l'existence sur le terrain. On reste encore très fragiles donc il faut continuer à mettre en réseau, partager les savoir-faire et accompagner la pratique sur le terrain. Ensuite, il nous faut arriver à être un peu plus visibles au niveau de la société pour montrer l'intérêt de notre travail, l'intérêt de la biodiversité dans les champs et les assiettes, pour la santé notamment ! Montrer qu'il s'agit d'enclencher un cercle vertueux de santé publique, qui commence par des semences vivantes ! C'est quelque chose d'assez compliqué, mais nous devons parvenir à communiquer de façon plus claire pour que les consommateurs, les citoyens, puissent comprendre et appuyer notre travail. Il faut aussi qu'on s'implique de façon élargie, pour lutter contre ces accords de libre-échange, qui risquent d'impacter terriblement notre possibilité de continuer à cultiver la biodiversité.

N&P: *Autre chose que vous auriez envie de préciser à nos lecteurs ?*

PdK: On va organiser un gros événement fin septembre 2015 : des rencontres internationales, en partenariat avec le village Emmaüs Lesca-Pau⁽¹⁾ qui a beaucoup à nous apprendre en matière de solidarité et d'organisation



▲ Semences paysannes



▲ Chou de Lorient

▼ Stand fruits et légumes de la Biocoop Scarabée à Rennes



collective. Au delà des rencontres qui se dérouleront les 25, 26 et 27 septembre, on va commencer par construire ce partenariat en amont avec les compagnons du village qui développent une petite ferme sur laquelle ils ont déjà amorcé une dynamique d'autonomie alimentaire. Pour renforcer cette démarche, on va organiser des échanges de savoir-faire, en agriculture et en semences, et travailler avec eux, notamment la diversité potagère. La souveraineté alimentaire sera au centre de ces rencontres avec des paysans qui viendront d'un peu partout, et des initiatives comme celle-là, originales, issues aussi du réseau Emmaüs international. Cet événement est ouvert à tous ceux qui voudraient se joindre à cette action en amont des rencontres, que ce soit dans la préparation du jardin, les partages de savoir-faire au niveau de la culture mais aussi de la transformation : cuisine, pain, etc. Et aussi après les rencontres pour maintenir cette dynamique et la diffuser ■

Note:

1 : <http://www.emmaus-lesca-pau.com> ; lire «Le village d'Emmaüs Lesca-Pau, un bouillonnant creuset alternatif» revue Nature & Progrès n° 95 (Nov.-déc. 2013/janv. 2014, p 26 à 29).

en résumé...

Le Réseau Semences Paysannes est un réseau constitué de quelque 80 organisations, toutes impliquées dans des initiatives de promotion et de défense de la biodiversité cultivée et des savoir-faire associés.

Outre la coordination et la consolidation des initiatives locales, le Réseau Semences Paysannes travaille à la promotion de modes de gestion collectifs et de protection des semences paysannes, ainsi qu'à la reconnaissance scientifique et juridique des pratiques paysannes de production et d'échange de semences et de plants. Pour en savoir plus : Réseau Semences Paysannes, 3, avenue de la Gare, 47190 AIGUILLON

Tel. 05 53 84 44 05 – Site : www.semencespaysannes.org